

FINANCES

LE CANADA CAPITALISTE (Par Ulric Barthe)

Les placements qui lui sont offerts

Le succès de l'Emprunt de la Victoire, venant à la suite de tant de soutirages répétés sur la bourse des Canadiens, dénote toute une révolution dans nos mœurs financières; c'est du moins l'effet que cela fait sur les vieux—pas nécessairement d'âge vénérable—car il ne faut pas regarder bien loin en arrière pour trouver le temps où nos gouvernants ne se seraient jamais mis d'eux-mêmes en tête la possibilité de devenir les débiteurs de leurs propres administrés. On eût alors cru déroger en mettant le gouvernement dans l'obligation, dans la dépendance des électeurs. Quoiqu'il en soit, chaque fois qu'il y avait un emprunt national à faire, il semblait de rigueur d'aller chercher des capitaux à l'étranger, sauf à aller ensuite lui reporter son argent, avec le prix du louage, bien entendu. Il a fallu les dures nécessités de la guerre pour découvrir que le Canada est capitaliste tout comme un autre. Il l'est tellement qu'on est déjà obligé de modérer ses largesses pour l'empêcher de commettre des imprudences.

La fièvre de l'agio

Dans les villes, il est peu de gens—s'il en est, même parmi ceux qui vivent au jour le jour—que n'ait gagnés la fièvre de l'agio. Chaque fois qu'il y a un bon coup de fillet à la Bourse, on a bien soin de l'ébruiter... pour le bon exemple; alors, tous les moutons de Panurge, alléchés par la bonne odeur, se précipitent pêle-mêle dans la fournaise, et pour un qui y gagne un brin de laine, il y en a des centaines qui en sortent tondus, sinon écorchés vifs.

Cette grippe espagnole d'un nouveau genre a gagné les campagnes, où la jeune génération ne semble pas avoir hérité de la traditionnelle méfiance de ses prédécesseurs immédiats pour tout ce qui vient de la ville; on la dirait plutôt encline par atavisme à se laisser prendre au faux brillant du "gold brick" de ses grands-grands-pères.

Campagne d'éducation à faire

On parle beaucoup de réveil industriel pour ravitailler le monde; c'est dans l'ordre, après plus de quatre années où l'on a guère manufacturé que des machines à tuer. Mais ce n'est pas une raison pour gober tout ce qui se présente sous cette pompeuse étiquette. C'est pourtant ce qui est arrivé tout récemment. Les journaux ont beaucoup parlé—il en a même été question devant les tribunaux—d'une razzia de \$300,000 dans les comtés ruraux contre des actions d'une valeur douteuse. Comment protéger les naïfs contre de telles exploitations? Le meilleur moyen, d'après un homme public en vue consulté à ce sujet, c'est la publicité. Il demande à tous ceux qui peuvent exercer quelque influence, par la parole ou par la plume, de faire l'éducation du peuple sur ces questions.

Le conseil est excellent. Si nous en avions un à ajouter à l'adresse des gens qui ont de l'argent à placer, ce

serait d'afficher chez eux, bien en vue, en grosses lettres, l'écriteau suivant: "Plus un stock non garanti promet mer et monde, plus il faut s'en méfier."

Cet avertissement mettrait en fuite les prometteurs de "gold brick" et d'ortolans tout rôtis.

Un distinguo important

D'ailleurs l'argent est si cher par le temps qui court qu'on ne comprend vraiment pas que les chercheurs de placements aventurent leurs fonds sur de simples actions de compagnies à fonds social sans notoriété qui les forcent à partager les risques d'entreprises sur lesquelles ils n'ont pour ainsi dire aucun contrôle et dont souvent ils ne connaissent pas le premier mot, lorsqu'ils ont à portée de la main un grand choix de placements de tout repos, dont l'intérêt est garanti à des taux inouïs jusqu'ici.

Nous venons de faire toucher du doigt la différence fondamentale qui distingue l'action ou part de compagnie à fonds social de l'obligation ou débentures offrant toutes garanties de sécurité, de rendement stable et ponctuel et de durée convenable.

Un avantage qui ne semble pas bien compris de tout le monde dans le cas des obligations corporatives, titres sur l'Etat ou autres, c'est que ces sortes d'emprunts sont pratiquement toujours à long terme. Aux taux actuels d'intérêt, qui ne se maintiendront pas éternellement, il est clair, n'est-ce pas? que le prêteur a tout à gagner. Cependant, chose bizarre, beaucoup n'y tiennent pas du tout, précisément parce que "c'est trop long à attendre". Ces braves gens ignorent donc une chose élémentaire: c'est que les valeurs de toute garantie sont en tout temps revendables, souvent à prime, surtout lorsqu'il s'agit d'obligations de gouvernements, et qu'ainsi on est toujours certain de reprendre son argent quand on veut. Ainsi nous pourrions citer, au jet de la plume, les débentures du gouvernement Fédéral qui, émises au pair, sont cotées 102; celles de la cité de Montréal, qui de 97 sont montées à 101, etc.

Les meilleurs placements

Si l'on nous demandait quel ordre de préséance il faut attribuer aux différentes catégories d'obligations ou sécurités, débentures ou hypothèques immobilières, voici la classification que nous en ferions:

1^{ère} classe: Fonds de gouvernements, emprunts fédéraux et provinciaux;

Ensuite, corporations publiques, obligations de fabriques paroissiales ou syndics; des corporations scolaires; des corporations municipales.

2^{ème} classe: 1. Prêts hypothécaires;
2. Valeurs spéculatives, comprenant d'abord les obligations de corporations d'utilité publique, puis celles des compagnies dites industrielles.

Fonds publics

De la sécurité des obligations de gouvernements, il y a peu à dire. La garantie est aussi absolue qu'elle peut l'être, en raison de l'éminent domaine que possède l'Etat sur les personnes et les biens des citoyens. Le plus ou moins dépend de la capacité productive du pays, simple question de choix.

(suite à la page 70)